

# Le parti social-démocrate

*Serge Bricianer*

L'article publié en page 151, écrit autour de 1960, est un des nombreux articles inachevés et inédits de Serge Bricianer. Il s'attache à montrer comment le parti social-démocrate allemand a été, au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, à la fois une puissante force d'encadrement de la classe ouvrière et de modernisation puis de cohésion de la société capitaliste, de l'horizon de laquelle il n'est en fait jamais sorti.

Dans le texte qui le précède, nous avons tenté de reconstruire le parcours politique de cet auteur surtout connu pour ses travaux sur Pannekoek et les conseils ouvriers, mais dont le champ d'analyse est beaucoup plus large.

## Serge Bricianer dans son temps

Serge Bricianer<sup>1</sup> naît à Paris le 15 février 1923. Issu d'une famille juive originaire de Moldavie (alors partie intégrante de l'Empire austro-hongrois), il grandit dans l'aisance et reçoit une excellente instruction. Mais la crise de 1929 provoque la faillite de l'entreprise paternelle et la grande maison familiale de Vaucresson disparaît dans ces turbulences financières.

Il est donc obligé de travailler dès sa jeunesse. Pendant une dizaine d'années, il exerce le métier de tailleur-fourreur (comme salarié d'abord, puis à domicile, payé à la pièce). Dans les années 1960 il devient traducteur pour l'édition et dans les années 70 il se convertit au métier de correcteur, qu'il exercera alors jusqu'à la fin de sa vie professionnelle<sup>2</sup>.

Pendant l'Occupation, pour échapper aux rafles antijuives, Serge se réfugie d'abord à Marseille et à Nice, puis, vers la fin de la guerre, en Suisse. Dans les années 40, il est proche des Jeunesses communistes, mais se rapproche bientôt des anarchistes. La guerre finie, il revient à Paris.

L'ambiance politique de l'immédiat après-guerre favorise l'activité de petits groupes critiques à la fois de l'attitude du PC et du courant trotskiste dominant. Celui-ci connaît plusieurs scissions, dont l'une, promue par Castoriadis, va donner naissance à Socialisme ou barbarie, groupe dont Serge suivra l'activité sans y adhérer. Les débats de l'époque portent sur l'évolution de la révolution russe, sur la nature du système soviétique, sur la viabilité du socialisme dans un seul pays. Mais, s'il y a un ciment qui soude alors des individus aux idées souvent fort différentes, c'est bien la lutte contre le stalinisme.

Dans les derniers temps de la guerre, un groupe était apparu sous le nom d'Union communiste qui défendait des positions souvent voisines de celles des communistes de conseils hollandais. Il était en contact avec Henk Canne Meijer, membre influent du GIK (Groupe des communistes internationalistes de Hollande), et avec Anton Pannekoek. La guerre finie, ce groupe donne naissance à l'Union ouvrière internationaliste. Serge y participe activement. On trouve trace de ses contributions à la revue du groupe, *Internationalisme*, entre 1947 et 1952, sous le pseudonyme de Cousin.

Dans les années 1950, Serge fréquente les milieux surréalistes, mais s'en éloigne progressivement. Il gardera toutefois des relations amicales avec plusieurs représentants de ce courant.

---

<sup>1</sup> Cette présentation a été rédigée à partir de la note bio-bibliographique élaborée par mise en commun de souvenirs et témoignages, consultable actuellement sur le site de la revue *Sans patrie ni frontières* : [http://www.mondialisme.org/article.php3?id\\_article=132](http://www.mondialisme.org/article.php3?id_article=132) (texte provisoire).

<sup>2</sup> Voir "Karl Korsch (1886-1961) Un itinéraire marxiste", introduction à Karl Korsch, *Marxisme et contre-révolution dans la première moitié du vingtième siècle*, choix de textes traduits et présentés par Serge Bricianer (Paris, Seuil, 1975), p. 66 : "Après avoir accompagné les jeunesses communistes de l'an 40, tant qu'on y parlait de "fraternisation prolétarienne" [du moins est-ce là ce que je croyais entendre], j'ai traversé quelques-unes des nuances du noir et du rouge vif. Deux mots, par la même occasion, de ma biographie professionnelle : ouvrier fourreur pendant une dizaine d'années durant, je suis maintenant correcteur d'imprimerie." (Texte daté du 1<sup>er</sup> juin 1973).

Au début cette même décennie, un cercle de discussion se constitue autour de Maximilien Rubel, où se retrouvent des camarades issus de l'Union ouvrière internationaliste<sup>3</sup>, dont Serge, Ngô Van<sup>4</sup> (cf. photo) et Daniel Saint-James.

En 1953, le soulèvement des ouvriers de Berlin provoque une certaine agitation dans les milieux antistaliniens et communistes de conseils. Mais ce sont surtout les événements de 1956 en Hongrie qui créent la secousse, au sein, cette fois, de la gauche traditionnelle.

En 1958, suite à des désaccords portant sur la position à tenir sur la guerre d'Algérie, Serge quitte le groupe de Rubel avec Daniel Saint-James. Il continuera pourtant à collaborer avec Rubel, tant pour l'édition dans la Pléiade du premier volume de l'œuvre de Marx que pour les *Cahiers de l'ISMEA*, jusqu'au moment de leur rupture définitive.

La même année, Claude Lefort quitte Socialisme ou barbarie, entraînant derrière lui plusieurs de ses membres, et crée Informations et liaisons ouvrières (ILO). Serge ainsi que Louis Evrard, Daniel et Rina Saint-James – trois personnes avec qui il entretiendra longtemps des liens très étroits d'amitié – qui avaient partagé certaines des critiques à l'origine de ce départ, s'y joignent. Mais ils se heurtent bientôt au dirigisme de Lefort et quittent le groupe.

Simultanément s'organisent des réunions d'oppositionnels syndicaux venus d'entreprises diverses, désireux de mettre en commun leurs expériences au sein du monde du travail. Ainsi naît le Regroupement interentreprises, qui, en 1962, deviendra Informations et correspondance ouvrière (ICO). Serge rejoint le groupe avec ses amis en 1963 ou 1964, et lui donnera quelques contributions écrites, publiées dans son bulletin *ICO*.

Malgré les contacts et les échanges qui s'établissent entre ce groupe et ceux qui publient *Noir et Rouge* et *Les Cahiers du socialisme de conseil*, Serge souffre de l'absence de discussions plus franchement théoriques et politiques. Il se concentre alors sur des travaux personnels : ainsi rédige-t-il des textes, jamais publiés, sur l'État, sur les questions démographiques, mais aussi sur l'attitude politique de Marx, sur la social-démocratie, sur la révolution allemande de 1918-23... C'est sans doute de cette époque (1958-1965) que date celui que nous publions ici.

En 1963, le quatuor noue des contacts aux Etats-Unis avec Paul Mattick, ainsi qu'avec Naomi Sager, Zellig Harris, Joyce et Gabriel Kolko, contacts qui, avec le temps, se transformeront en amitié.

Vers la moitié des années 60, Serge traverse une période particulièrement difficile, où le sort semble s'acharner sur lui. Lors d'un épisode dramatique, une bonne partie de ses manuscrits sont détruits, dont les textes sur l'État et sur la démographie cités plus haut.

Les événements de 1968 vont avoir un grand poids dans la vie d'ICO, comme dans celle de Serge et de ses amis, dont certains sont fortement impliqués dans le mouvement. C'est à cette époque qu'il commence à rédiger son livre où il analyse en détail la pensée d'Anton Pannekoek, livre qui paraîtra en 1969 sous le titre *Pannekoek et les conseils ouvriers*<sup>5</sup>.

ICO, bénéficiant de l'ébullition politique de l'après-68, devient un véritable carrefour où s'échangent des opinions et se rencontrent les personnes les plus diverses. Un certain activisme s'y fait sentir, et la composition même du groupe tend à changer, les étudiants y devenant majoritaires. Cet élément, ajouté au manque de cohérence théorique et à l'attitude "non directive" du groupe, gêne suffisamment Serge pour le pousser à partir. Il s'en expliquera dans un article intitulé "La différence"<sup>6</sup>.

Peu après, il participe à la courte expérience éditoriale de *Mise au point*, qui publiera trois numéros, dont l'un sur Wilhelm Reich contenant une critique des positions de Deleuze<sup>7</sup>.

---

<sup>3</sup> Sur l'évolution de ce groupe, cf. Ngo Van, "1954-1996, une amitié, une lutte", in : *Avec Maximilien Rubel... Combats pour Marx*, [Paris], Les Amis de Maximilien Rubel, 1997, p. 5. À ce groupe a également participé le poète surréaliste Benjamin Péret.

<sup>4</sup> Ngo Van vient de décéder au tout début de cette année 2005, à l'âge de 92 ans. Jusqu'au bout de sa vie il est resté fidèle aux engagements de sa jeunesse et a cherché à transmettre la mémoire de ce qu'il avait vécu à travers ses ouvrages (cf. page 183).

<sup>5</sup> *Pannekoek et les conseils ouvriers. Textes choisis, traduits et présentés par Serge Bricianer*. Paris, EDI, 1969, 302 p., puis nouvelle édition revue, corrigée et augmentée : Paris, EDI, 1977, 308 p.

<sup>6</sup> *ICO*, n° 81, mai 1969, p. 18-25.

<sup>7</sup> Notons qu'il avait auparavant collaboré à la publication, dans *ICO*, de certains textes de Reich, ainsi qu'à la critique de ses idées. Voir notamment "A propos de Wilhelm Reich", supplément au n° 60 d'*ICO*, mai 1967, p. 1-16 (non signé).

Malgré sa prise de distance, Serge apporte sa contribution à la publication par ICO de la brochure sur la production et la distribution communiste, qui reprend le texte rédigé autrefois par Canne Meijer.

Dans les années 70, tout en donnant quelques contributions à la revue *Spartacus* que fait paraître un collectif constitué autour de René Lefeuvre, il se consacre à des travaux de traduction, qui contribuent à faire connaître des textes fondamentaux : *Karl Marx*, de Karl Korsch (Champ libre, 1972), trois ouvrages de Paul Mattick – *Intégration capitaliste et rupture ouvrière* (recueil d'articles, EDI, 1972), *Marx et Keynes, les limites de l'économie mixte* (Gallimard, 1972), *Crise et théories des crises* (Champ libre, 1976) – ainsi que le livre d'Oskar Anweiler sur *Les Soviets en Russie, 1905-1921* (Gallimard, 1972).

En 1975, Serge présente et traduit un choix de textes de Karl Korsch (*Marxisme et contre-révolution*, publié au Seuil) et, en 1979, rédige une longue introduction à la "Lettre ouverte au camarade Lénine" publiée par *Spartacus* sous le titre *Réponse à Lénine*. Plusieurs des textes sur "l'anticonseillisme" retrouvés à sa mort dans ses papiers, où il s'attache notamment aux idées de Canne Meijer sur le rôle et l'organisation des conseils ouvriers, datent aussi de cette époque.

Au début des années 80, il participe encore aux "débat de la Teinturerie" organisés par des amis d'une génération plus jeune, mais évite peu à peu de prendre part directement aux initiatives de ceux dont il reste proche, et notamment du groupe qui publiera les trois numéros des *Cahiers du doute* et, plus tard, du cercle Berneri. C'est pourtant en rapport avec les débats de ce petit milieu qu'il sera amené à s'intéresser de très près à la question de l'islam et des structures des sociétés où il a pris racine.

Cette forme de repli tant psychologique que politique qui a marqué la fin de sa vie n'a pourtant pas empêché Serge de continuer à transmettre, à travers les rencontres amicales, beaucoup de sa clarté d'analyse, de sa force de conviction et de son esprit critique, dont tous ceux qui l'ont connu gardent un souvenir marquant.

Serge est mort le 12 juin 1997, à l'âge de 74 ans.

\*  
\* \*

Outre ses nombreux articles parus dans les revues *Internationalisme* (1947-1952), *Socialisme ou Barbarie* (1964), *ICO* (1965-1970), *La Quinzaine littéraire* (1966-1967), *Mise au point* (1972) et *Spartacus* (1976-1978), Serge Bricanier a laissé de nombreux textes inédits<sup>8</sup> que son souci de la perfection l'avait amené à conserver dans ses tiroirs<sup>9</sup>. Ces textes portent sur les mouvement religieux et notamment sur l'islam, sur la social-démocratie allemande et les rapports de celle-ci avec Marx (dont l'extrait que nous publions ici), sur la révolution allemande, sur la Russie et la révolution russe, sur les communistes de conseils en Europe occidentale, sur "l'anticonseillisme", sur l'organisation et sur les origines du mouvement ouvrier.

L'article que nous présentons ici s'inscrit dans un ensemble de 24 pages dactylographiées intitulé "Marx et le nationalisme", comportant quatre textes distincts, les trois derniers portant des titres spécifiques : "Le parti social-démocrate", "La social-démocratie et la science" et "L'idéologie marxiste : la social-démocratie radicale". Comme beaucoup des manuscrits de Serge Bricianer trouvés après sa mort, cet ensemble de textes est inachevé et l'on ne sait dans quel but précis il a été rédigé. Il semble toutefois qu'il ait été écrit entre la fin des années 50 et la première moitié des années 60, en tout cas avant 1965, et qu'il s'insérât à l'origine dans un autre texte plus général sur l'État, perdu en 1965-66. Les intertitres sont de la rédaction.

\*  
\* \*

---

<sup>8</sup> Après sa mort a été publiée la partie de ses travaux sur l'Islam portant sur la révolution iranienne, sous le titre *Une étincelle dans la nuit. Islam et révolution en Iran 1978-1979* (Paris, Ab irato, 2002). Notons que l'on trouve à la fin de ce petit livre quelques éléments biographiques sur l'auteur.

<sup>9</sup> Textes que nous espérons pouvoir rendre accessibles sur le site Web que l'équipe de *La Question sociale* compte mettre en service dès qu'elle le pourra.

Le sens de la controverse autour du révisionnisme se révéla dans son ampleur durant le processus qui conduisit la social-démocratie à la défense de la patrie. La soi-disant trahison que les bolcheviks reprochèrent si violemment à la II<sup>e</sup> Internationale fut le produit d'une évolution qui, en un quart de siècle, la mena au nationalisme le plus exclusif. Nulle part ce cours ne fut aussi net qu'en Allemagne<sup>10</sup>. Là, en effet, les discussions se déroulaient à partir de théories particulièrement élaborées. Par ailleurs, le développement rapide du capitalisme dans ce pays et la netteté relative des contours de classe lui donnent un caractère classique. Aussi, avec toutes les modifications qui s'imposent, et elles sont profondes, ce cheminement vers le patriotisme n'est pas sans analogie avec celui qui s'inscrivit dans le cours de la social-démocratie léniniste de 1920 à 1936 et après.

## Un puissant parti de masses

Dans les vingt-cinq années qui précédèrent la guerre, l'empire allemand paracheva son organisation en grande puissance capitaliste. La production industrielle fit plus que doubler durant cette période. De grandes usines surgirent qui concentrèrent les lieux de travail. L'Allemagne apparut alors victorieusement sur le marché mondial. Entre 1904 et 1913, les exportations allemandes s'accrochèrent de 93 % en valeur, contre une augmentation de 75 % aux exportations anglaises ; et en 1913 la valeur des exportations allemandes atteignait presque le niveau des exportations anglaises. Le problème des débouchés extérieurs devenait lancinant, bien que l'orientation vers la "paix armée" y apportât un certain palliatif. On comprend, dans ces conditions, la justification que les théoriciens révisionnistes purent apporter à la politique impérialiste de leur nation et qu'à son succès ils purent lier celui de toute amélioration future du niveau de vie ouvrier.

À certains égards, la condition ouvrière paraissait promise à stagner. Dans les dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle, le salaire réel augmenta tangiblement. En 1890, fut levée l'interdiction du parti socialiste ; peu après, le dimanche fut décrété jour de repos légal, le travail des enfants fut sévèrement réglementé, la protection des ouvrières fut étendue, etc. La législation sociale fut bientôt la plus avancée des pays capitalistes. Pratiquement tout ouvrier allemand participait aux assurances sociales. D'un côté, l'assurance maintenait en état de rendement des ouvriers que le machinisme usait durement dans la vie quotidienne. D'un autre côté, elle contribuait à leur donner des sentiments sociaux, à les agréger à leur parti, et à considérer comme nécessaire sa participation à la vie de l'État. Si la durée horaire du travail était encore élevée, neuf à dix heures par jour dans plus de la moitié des cas, elle avait néanmoins tendance à diminuer. L'introduction toujours plus large des machines conduisait à substituer l'exploitation intensive du travail à son exploitation extensive. La production par ouvrier était en augmentation constante. Cependant, à partir de 1900, la courbe du coût de la vie tendait à s'élever par rapport à celle, à peu près fixe, des salaires. De 1895 à 1907, tandis que la production moyenne augmentait de 95 %, le salaire moyen n'augmentait que de 53 %. L'avis général fut alors que cette disparité était une conséquence de l'égoïsme des nations déjà nanties. L'affaïssement, très lent encore, des conditions de la vie ouvrière faisait de cette croyance aisée – confirmée par des apparences soigneusement entretenues – une réalité contraignante. La recherche de débouchés extérieurs, qui s'imposait à l'impérialisme allemand, reçut sa consécration théorique dans la social-démocratie avec les écrits, d'ailleurs profondément divergents, de Cunow, de Kautsky, puis de Rosa Luxemburg.

Fortement concentrés et disciplinés par le capital, les ouvriers allemands eurent un parti de masses. Leurs syndicats étaient des formations puissantes. Les travailleurs allemands ignoraient la tradition du combat côte à côte avec les formations bourgeoises, si profonde en Angleterre, en France, en Italie du Nord ; le parti ouvrier était la seule force politique capable d'affronter avec vigueur le pouvoir de l'État et la prépondérance des hobereaux qui s'y exerçait encore ; aussi fut-il rejoint par une nuée de petits-bourgeois démocrates, fortement intellectualisés. L'expansion du capitalisme allemand amena les ouvriers à se rassembler de plus en plus pour faire face à sa pression sur les salaires. Le parti social-démocrate s'élargit considérablement au début du siècle. En 1910, il réunissait 8 % de l'ensemble des salariés allemands comme membres cotisants effectifs (plus de 700 000), exemple de puissance alors

---

<sup>10</sup> La bibliographie se rapportant à cette question est considérable. On en trouvera un aperçu chez

a) Joseph Berlau, *The German Social democratic Party, 1914-1921*, New York 1949.

b) Karl F. Schorske, *German Social Democracy, 1905-1917*, Harvard University Press, 1955.

unique pour un parti politique. Un tiers du corps électoral se prononça en sa faveur lors des élections de 1912. Une pléiade de théoriciens en fit le cerveau du mouvement ouvrier international.

## Un élément de la vie de l'État

Le parti social-démocrate devint un élément essentiel de la vie politique au sein de l'État, un élément de l'État. Bien qu'il ne fût jamais appelé au gouvernement, il en discutait les décisions de la manière dont le gouvernement, comité exécutif de l'État, entendait qu'elles fussent discutées. Le parti devait participer à l'organisation de la vie " nationale " et ne pas la mettre en péril par des votes inconsidérés. Si quelque mesure paraissait préjudiciable aux intérêts ouvriers, il se proposait de l'amender en séance parlementaire. La social-démocratie ne fit qu'exprimer le point de vue des intérêts ouvriers dans la conduite des affaires capitalistes : c'était là son emploi, celui, *mutatis mutandis*, de tous les partis politiques en période de démocratie bourgeoise. Par exemple, on rejetait, mais d'une certaine façon, les impôts dont le produit était destiné à couvrir les dépenses militaires de la nation. On rejetait ces impôts en tant qu'ils constitueraient une charge pour la classe ouvrière – du moins espérait-on lui en épargner le gros poids – mais on admettait qu'ils fussent levés s'ils frappaient les classes riches (impôt progressif sur le revenu, payé en définitive par les ouvriers, producteurs réels). D'autant serait tempérée l'ardeur des riches à accroître les dépenses militaires, déclarait, sans rire et avec bien d'autres, Hugo Haase, qui joua un rôle de premier plan lors des événements de 1918-1919, en tête des indépendants.

Il faut dire que l'approbation des crédits militaires eut en son temps l'appui même du vieil Engels. À l'époque où se réalisait l'alliance franco-russe, Engels écrivit à Auguste Bebel : " Nous pouvons difficilement être opposés aux crédits " et il déplorait à l'avance qu'une telle attitude dût " entraîner de déplorables frictions au sein du parti et internationalement " <sup>11</sup>. Et, saisi par sa marotte, Engels se mit à l'œuvre d'échafauder un plan des opérations militaires futures. Engels assurait qu'une guerre menée par la Russie contre l'Allemagne serait en même temps " une guerre menée contre le parti social-démocrate le plus fort et le plus capable militairement (!) en Europe " <sup>12</sup>. Cet argument est celui qui servit à Guesde de couverture théorique à l'Union sacrée, celui qui sert aujourd'hui de fondement à la politique stalinienne d'exploitation des démocraties populaires et des partis communistes non-russes : une belle tradition vénérable, par l'âge en tous les cas !

Les arguments étaient de la même dialectique, qui servirent au groupe des révisionnistes des *Sozialistische Monatshefte* à justifier une politique carrément impérialiste <sup>13</sup>. L'Allemagne, y disait-on, est le pays capitaliste le plus avancé et donc le plus près d'atteindre au socialisme. En effet, le socialisme exige une organisation des masses et la soumission volontaire de l'individu au bien de tous. Or l'État wilhelminien et ses lois sociales réalisent cette organisation et discipline, il faut donc le soutenir. Les social-impérialistes auraient volontiers repris à leur compte ce mot d'Engels à Marx en 1870 : " Bismarck travaille pour nous ! " Et Cunow mettait les autorités de son côté – celui du Kaiser – écrivant : " Marx et Engels tenaient pour justifiée, dans certaines conditions, l'annexion forcée ou l'appauvrissement de petites nations impotentes par les grandes nations civilisées. " Marx désignait par là les " nations " des Tchèques et des Croates. Cunow entendait, lui, l'acquisition de colonies. Les socialistes français, hypocrites conformément aux coutumes nationales, étaient certes moins hardis verbalement... Tandis que des social-impérialistes réclamaient une redistribution des colonies qui, pour n'affecter aucun " Grand ", serait faite aux dépens du Portugal et de la Belgique, Bebel reprochait à son gouvernement d'avoir lâché le Maroc aux Français. On sait que l'affaire d'Agadir manqua de provoquer avant terme une seconde guerre mondiale. Peu importait à nos gens : la politique coloniale, injectant des matières premières dans l'économie allemande, développerait du même coup le prolétariat et donc les possibilités d'une transition " pacifique " vers le socialisme. Tous ces dialecticiens furent, bien entendu, parmi les ennemis les plus acharnés du mouvement révolutionnaire. Cunow, Ebert, Scheidemann, c'est tout un programme déjà ! Mais il est significatif que, pour répondre à ces chiens couchants, Rosa Luxemburg dût s'efforcer de découvrir une " erreur " dans *Le Capital* de Marx et non, hélas, de confronter ses écrits politiques aux réalités de l'Histoire. Elle parvint ainsi à fonder une perspective nouvelle, discutable sans doute, mais profondément révolutionnaire d'esprit.

Il serait profondément erroné de voir dans les social-impérialistes une clique de publicistes vendus à la bourgeoisie. En ce cas leurs adversaires, qui n'étaient pas des souches, que l'on sache, n'auraient pas manqué d'en démasquer au moins quelques-uns. Les impérialistes s'exprimaient comme membres d'un

---

<sup>11</sup> En date du 13 octobre 1891. Cité par Spiro, *op. cit.*, p. 562.

<sup>12</sup> Cité par Spiro sur l'édition russe, p. 563.

<sup>13</sup> Un bon résumé se trouve chez Lenore O'Boyle, " Les théories d'un impérialisme socialiste ", *Foreign Affairs*, janvier 1950.

parti politique influent, associé au corps de la nation. Leurs théories étaient largement répandues dans l'Internationale : pour parvenir au socialisme, il fallait que fussent aménagées des conditions de production très larges. Ainsi tout le prolétariat pourrait-il rejoindre son parti de classe, il n'y aurait plus d'ouvriers arriérés ou de paysans pauvres pour faire frein. Ainsi, pourrait se normaliser une lutte de classes "saine" et, à la limite, toutes les classes de la société se fondraient en une seule. On trouvera ce genre d'opinion chez le théoricien sioniste Ber Borochoff<sup>14</sup> qui, leader d'un parti social-démocrate sans influence d'une nation encore inexistante – et sans capitalistes pour le corrompre – n'en défendait pas moins cette perspective de la révolution permanente et pacifique.

## La contradiction de la gauche

Et la gauche ? Sa position ne laissait pas d'être ambiguë. La social-démocratie était une force. Si elle avait évolué vers le réformisme, c'est que l'économie capitaliste était florissante. Mais cette situation, pensait-on, ne saurait durer. L'effondrement, disait Luxemburg, était inévitable. Aussi fallait-il préparer l'avenir et s'approprier à tracer une nouvelle perspective fondée avant tout sur la grève générale, comme le montrait l'évolution du mouvement en Russie et en Belgique. Il n'était pas alors jusqu'aux dirigeants embourgeoisés que la poussée des masses transformerait en révolutionnaires ! Pour l'heure, il convenait de préparer ces beaux jours au sein du grand parti ouvrier et comme ses critiques attentifs.

Cette opinion était fort communément avancée dans la social-démocratie. Avec les changements nécessaires, elle était partagée par la grande majorité de ses dirigeants. Simplement ces derniers pensaient que la "lutte finale" n'était pas pour tout de suite. Les jeunes gens de la gauche étaient trop pressés : on avait eu trop de mal à construire ce grand parti pour l'abandonner à une politique inconsidérée. S'il avait su le russe, Bernstein aurait parlé de l'enfant et de l'eau du bain, que Trotski, depuis, mit à la mode. Lorsqu'au congrès de Iéna, en 1913, la gauche (Luxemburg, Pannekoek, Liebknecht et Geyer) présenta sa résolution, elle n'obtint qu'environ un tiers des mandats. Cette résolution proclamait : "Seule une tactique qui s'axe consciemment sur l'action des masses est apte à rendre la vie à l'énergie combattante et à l'idéalisme dans les rangs des ouvriers organisés, aussi bien qu'à entraîner avec eux, dans les moments historiques, les ouvriers inorganisés." La contradiction de la gauche fut qu'elle préconisait des méthodes d'action déjà éprouvées mais impraticables immédiatement, et dont le contrôle devait nécessairement échapper au parti, en même temps qu'elle demeurait comme l'un des corps constituants de ce parti, segment de l'État allemand et pilier de son impérialisme. Le principe du parti, fondement de cette politique, ne fut aucunement mis en cause. Les bolcheviks, ceux qui s'en rapprochaient sur les questions d'organisation, comme Radek, critiquèrent un peu plus tard et non sans raisons, l'inconsistance des positions de la gauche. Radek souligna combien toute critique profonde de la social-démocratie était absente des documents de la gauche et combien son souci de voir rétabli pendant la guerre l'exercice des droits démocratiques était historiquement dépassé. Cette carence, à n'en pas douter, pesa lourdement sur le tragique échec des mouvements de 1918-1919.

## Vers la défense de la patrie

Chaque année, depuis le début du siècle, le parti social-démocrate s'incrétait de plus en plus dans l'État. Refuser systématiquement de voter toute espèce de taxes, disait-on, cela reviendrait à accorder un blanc-seing aux classes possédantes qui l'accommoderaient à leurs intérêts. Pour gagner au socialisme de nouveaux électeurs, il fallait leur présenter un programme qui tînt compte des intérêts de "tous". Petit à petit, avec l'évolution du cours vers la guerre, on en vint à l'idée de défendre la patrie. La menace que le despotisme tsariste faisait courir aux frontières du pays devait être contrecarrée. Si le groupe socialiste au Reichstag critiqua bruyamment l'ascendant que les militaires prenaient sur le gouvernement, s'il tenta de retenir le gouvernement sur la voie de la déclaration de guerre, il ne put lui refuser ni les moyens financiers ni sa volonté de défendre la "nation en danger". Le 4 août 1914, les députés social-démocrates votèrent les crédits de guerre à l'unanimité, moins une abstention. La gauche n'osa pas se désolidariser alors publiquement. Haase, qui n'avait obéi à la discipline qu'avec répugnance, déclara à la tribune de l'Assemblée : "C'est notre devoir de repousser ce danger (du despotisme russe) et de sauvegarder la culture et l'indépendance de notre pays. Nous répétons ce que nous avons toujours souligné : nous n'abandonnerons pas notre pays à l'heure du besoin." Ce qui ne l'empêchait pas de souhaiter un prompt rétablissement de la paix, "pour autant que nos adversaires soient déjà prêts à négocier". L'Internationale s'effondra.

---

<sup>14</sup> *Classe et Nation*, Tunis, 1945.

“ L’Internationale, dit Kautsky, n’est pas un instrument de guerre, mais de paix. En temps de guerre, tout citoyen doit remplir son devoir. ” Le prolétaire social-démocrate était aussi un citoyen allemand entraîné dans une guerre “ d’autodéfense ”. L’aveuglement de la gauche étonnera si l’on ne garde pas présent à la mémoire combien ses membres étaient attachés au principe du parti. À la Noël de 1914, quand tout était consommé déjà, Karl Liebknecht écrivait encore : “ Nos principes n’ont pas failli, mais bien plutôt nos représentants. ” Comment ne pas souscrire, au contraire, à cette opinion d’un théoricien prolétaire du KAPD : “ Il ne faut pas rechercher dans les programmes du parti ou dans les résolutions adoptées au congrès du parti les raisons de l’écroulement du parti socialiste allemand. Ces raisons sont bien plus dans la structure et le mécanisme de l’appareil organisationnel : le parti politique, les syndicats et les coopératives de consommation. Ces organisations étaient liées trop étroitement avec le système capitaliste ; en fait, leur existence dépendait de l’existence du système capitaliste lui-même. <sup>15</sup> ”

Les circonstances que nous avons dénombrées ci-dessus n’expliquent, en effet, qu’une partie des conditions qui présidèrent à l’effondrement de la social-démocratie. L’état de l’économie allemande, l’adhésion des ouvriers à des organisations qui, en général, défendirent au mieux leurs intérêts sur le marché national du travail, ces explications sont valables, mais elles doivent être complétées.

## **Les partis, facteur de cohésion de la société bourgeoise**

Le schéma de la révolution permanente, chez Marx-Engels, était fondé, au moins en partie, sur cette idée que la bourgeoisie ne parviendrait pas à gouverner seule. Engels donna une forme classique à ce point de vue : “ La bourgeoisie n’a pas l’étoffe qui lui permettrait de gouverner directement. Là où, comme ici en Angleterre, une oligarchie ne peut pas se charger de diriger l’État et la société, contre un bon paiement et dans l’intérêt de la bourgeoisie, une semi-dictature bonapartiste est la forme normale du gouvernement. Une telle forme soutient les intérêts de la bourgeoisie, même contre la bourgeoisie, mais lui refuse cependant la moindre part de gouvernement. D’autre part, cette dictature, à contrecœur, est obligée d’adopter ces intérêts matériels de la bourgeoisie. <sup>16</sup> ” Or, loin d’être incapables de se maintenir au pouvoir, les bourgeoisies du continent s’y installèrent. L’oligarchie dont parle Engels devint un phénomène commun à tous les États industriels, une profession. L’organisation en partis des différentes couches de la société bourgeoise et l’arbitrage de leurs différends selon le jeu des institutions parlementaires, tel fut le moyen, en général, de gouvernement de la bourgeoisie comme classe.

L’organisation croissante des ouvriers du continent en syndicats et en partis politiques distincts contraignit la bourgeoisie de s’organiser à son tour, et selon ses partis et selon son mode propre d’être, en partis. Les parlements, consécration du régime des partis, cessèrent d’être un lieu d’accommodation des divers intérêts particuliers de telle ou telle catégorie de possédants – et dont étaient pratiquement exclus les ouvriers – pour devenir un organe de la direction effective de l’État et de la société. La centralisation croissante de la production d’une part, la centralisation des ouvriers dans leurs groupements d’autre part, entraînaient une monopolisation de la vie politique par les partis.

La révolution bourgeoise avait séparé le bourgeois, type social surgissant du procès économique, du citoyen, membre officiel d’une communauté nationale. Mais un nouveau type d’homme ne tarda pas à apparaître qui réunissait en lui ces deux qualités. L’homme de parti réunit les revendications d’intérêts à la vocation du citoyen. Dans la classe bourgeoise comme dans la classe ouvrière, l’homme politique devint un type courant. L’extension de la culture, provoquée par l’intensification de l’exploitation et la spécification technique des tâches, entraîna l’extension du suffrage universel. Les hommes – puis les femmes – exploités obtinrent le droit de vote, en fonction d’abord, sans doute, de leurs luttes acharnées et de configurations historiques, traditionnelles, spécifiques, mais aussi parce qu’il fallait qu’ils participassent à l’administration de la société comme ils participaient déjà, de plus en plus nombreux, à la production, c’est-à-dire en exploités rendus solidaires de leurs exploités. Les partis politiques donnèrent à la société bourgeoise une cohésion qui lui manquait, les institutions parlementaires lui fournirent un centre de gravité, le gouvernement bourgeois en prit le contrôle. L’amélioration, relative mais réelle, de la condition des ouvriers les conduisait à penser que l’ouvrier et le bourgeois avaient dans le cadre national des droits communs à défendre, soit contre l’ennemi intérieur (propriété foncière, appareil étatique, gros capitalistes, etc.), soit contre l’agresseur étranger, soit, enfin, pour des tâches d’intérêt national (organisation et protections sociales, aménagements de la production et du marché, etc.). De là l’idée que la transformation de la société pouvait, au moins dans une certaine mesure, être

---

<sup>15</sup> “ L’origine et le développement du parti communiste allemand ”, publié dans *Proletarier*, 1926, organe théorique du KAPD et traduit en anglais dans *International Councils Correspondence*, décembre 1937.

<sup>16</sup> Lettre à Marx, 13 avril 1866, MEGA, III, p. 326 (ronéotypé).

obtenue par des moyens légaux et que, par leur usage, les travailleurs gagneraient de s'éduquer. De là aussi l'idée qu'un nouvel élément devait prendre place dans la société : le mouvement ouvrier et son aile marchante, le parti politique.

Ce nouvel élément, un sociologue, lié de près aux sphères dirigeantes en Allemagne et en Italie, s'attacha à l'analyser dans son essence. Roberto Michels décela dans le parti politique un élément qui "ressemble, dans ses effets et dans ses résultats intrinsèques, sous plus d'un rapport à l'État"<sup>17</sup>. Cet élément, selon Michels, est né "du besoin que la masse éprouve d'être dirigée et son incapacité d'agir autrement que sur l'initiative venant du dehors et d'en haut"<sup>18</sup>. Pour superficielle que soit cette appréciation, et considérations théoriques en moins, c'est la thèse de Kautsky-Lénine sur "la conscience injectée du dehors à la classe" que Michels reconnaît comme fondement de l'organisation du parti politique ouvrier. Cette analyse de Michels n'a soulevé aucune tentative tant soit peu sérieuse de réfutation. Cela se conçoit aisément : une critique du volumineux dossier de faits amassé par Michels et ses émules sociologues du parti politique ne saurait prendre de sens qu'au-dehors et contre les partis de l'ancien mouvement ouvrier<sup>19</sup>.

Toutefois, ce ne fut qu'après la guerre que la social-démocratie donna sa version théorique du phénomène. Jusqu'alors, en effet, les dirigeants social-démocrates ne s'étaient guère distingués de la masse des militants. Si la fortune des syndicats, des coopératives de consommation et du parti était grande et capitalisée surtout en immeubles, hôtels, organismes de crédit, etc., le salaire des dirigeants était, en principe, celui d'un ouvrier qualifié. (Il faut noter cependant qu'en certains cas, par cumul d'emplois, les hauts fonctionnaires du parti parvenaient à des salaires très élevés. Voir, par exemple : Zinoviev, *Der Krieg und die Krise des Sozialismus*, Vienne). Jouissant d'un emploi stable et de possibilités d'éducation élargie dans les nombreuses et remarquables écoles du parti, élevés au-dessus des masses par le consentement même de ces masses, les leaders se détachaient de la classe. D'un autre côté, ils étaient tenus à l'écart des cercles bourgeois, qu'ils effrayaient et dégoûtaient. L'économie, basée sur la concurrence et le jeu complexe des intérêts particuliers en expansion euphorique, ne leur offrait pas de place au soleil. Cette situation, et aussi la nécessité de maintenir les apparences du monolithisme, rendait la social-démocratie tolérante aux différents mouvements oppositionnels qui s'agitaient en son sein et qu'elle contrôlait en leur offrant des situations au Parlement, dans sa presse ou dans ses écoles.

## L'évolution bureaucratique

Après la guerre et l'effondrement des anciennes structures, l'apparition d'un nouveau parti concurrent, l'émiettement ou la liquidation de l'opposition révolutionnaire, le parti social-démocrate se trouva dans une situation nouvelle. L'économie ouvrit aux monopoles de la force de travail un vaste champ d'activités, surtout dans les secteurs essentiels (mines, chemins de fer) qui se montraient de moins en moins rentables et dont le capitalisme reportait les charges sur l'ensemble de la collectivité. Les cercles bourgeois accueillaient les chefs social-démocrates en sauveurs et en hommes de science. L'Université consacrait leurs mérites. Rétrospectivement, le parti prenait une signification historique que la conjoncture venait confirmer. Lourd déjà avant la guerre, le poids de l'appareil bureaucratique s'accrut encore. On a calculé qu'avant la Première Guerre mondiale, 10 % seulement des membres de la social-démocratie n'appartenaient pas à la classe ouvrière, tandis qu'environ 25 % des votes venaient des classes moyennes. (Voir Sigmund Neumann, *Die deutschen Partei*, 1932, p. 28 et suivantes). Ainsi, dans les syndicats de la métallurgie, on comptait près d'un fonctionnaire pour mille inscrits. Au Reichstag de 1912, près de 60 % des députés social-démocrates étaient fonctionnaires ou publicistes appointés du parti. De nombreux intérêts gravitaient encore autour du parti (cafetiers, imprimeurs, entrepreneurs de spectacles), qui alourdissaient son appareil, etc. On trouvera de multiples indications et une large bibliographie chez les auteurs américains cités en note 1.

D'un autre côté, la lassitude des ouvriers tendait à leur faire relâcher les efforts militants, électoraux, cotisants. La social-démocratie réclamait des justifications nouvelles.

---

<sup>17</sup> *Le Proletariat et la bourgeoisie dans le mouvement social italien*, traduction française de 1921.

<sup>18</sup> *Le parti politique ?*, adaptation française, Paris, 1914, p. 36.

<sup>19</sup> Il est significatif que le marxiste-léniniste Georg Lukács, rendant compte d'une réédition allemande de l'ouvrage n'y voie qu'une contribution à l'histoire de courants "opportunistes" dans la II<sup>e</sup> Internationale et se limite à une querelle de méthode, assurément fort aisée. Le léniniste ne saurait mettre en cause le principe même du parti, organe capitaliste d'administration politique de la classe ouvrière et se borne à constater ces aspects réactionnaires les plus évidents. (Comptes rendus des *Archiv für die Geschichte...*, XIII, 1928).

Les théoriciens ne s'attardaient pas sur le phénomène d'une extrême bureaucratisation. Certes, ils déploraient cette situation, mais ils y voyaient une conséquence de la situation prospère du parti, de sa puissance et des luttes ordonnées de la classe ouvrière. Loin de faire découler cette situation de la structure et des objectifs du parti, ils y voyaient un pur produit des circonstances que discours et campagne de presse suffiraient à conjurer.

## Les conceptions social-démocrates du parti

La plus fameuse définition de la conception social-démocrate du parti fut celle que Rudolf Hilferding en fournit lors du congrès de 1927 à Kiel : “ Marx a certainement donné une caractéristique décisive de l'État en disant qu'il ne faut pas considérer l'État uniquement comme une puissance politique, mais aussi d'après son contenu social qui consiste en ceci que c'est au moyen de la puissance de l'État que les classes possédantes maintiennent leur domination. Mais cette définition de l'État n'est pas une théorie de l'État parce qu'elle vaut pour tous les États sans exception depuis le début de la société de classes et qu'il s'agit de se rendre compte clairement des principales caractéristiques du développement de l'État... L'État n'est pas autre chose que le gouvernement, l'appareil administratif et les citoyens qui le composent. Cela signifie que l'élément essentiel de tout État moderne ce sont les partis, parce que les individus isolés ne peuvent faire valoir leurs idées que par l'intermédiaire d'un parti. Cela signifie en même temps la reconnaissance de la définition marxiste, car la lutte du parti ne reflète pas autre chose que la lutte des classes entre elles ; la lutte du parti est donc l'expression des contradictions de classe<sup>20</sup> . ”

Tel est le point de vue de la social-démocratie. Mais la social-démocratie radicale de la III<sup>e</sup> Internationale est parfaitement incapable de le réfuter. “ Si, dit Eugen Varga, on considère l'État non comme un instrument de la bourgeoisie, mais comme une institution qui, selon le résultat des élections, peut être utilisée comme instrument de telle ou telle classe et, par conséquent, du prolétariat, tout le reste en découle logiquement : l'importance de la démocratie parlementaire, l'utopie de la démocratie économique à l'aide du bulletin de vote, la possibilité du passage pacifique du capitalisme au socialisme... La bourgeoisie montre à chaque instant que l'État actuel est un État bourgeois et qu'elle ne supporte la démocratie que tant que celle-ci ne met pas en danger sa domination de classe.<sup>21</sup> ” D'un côté, Hilferding justifie la pratique social-démocrate par une analyse édulcorée et adéquate à ses fins de l'évolution historique ; de l'autre, Varga condamne la pratique parce qu'opportuniste et illusoire. Selon le marxiste-léniniste, il faut dire que l'État est toujours un État bourgeois de répression, ce qui est absolument vrai, mais il ne faut pas dire que les partis politiques sont un élément nécessaire de tout État moderne, ce qui serait gênant pour la doctrine.

La tendance des partis politiques à devenir un aspect de l'État avait été dévoilée déjà par la critique révolutionnaire. “ L'époque bourgeoise trouva dans les parlements le lieu de sa confrontation historique avec la couronne et la noblesse. Les parlements aménageaient la politique et formulaient les lois selon les besoins du capitalisme... Avec les parlements apparurent les partis politiques. ” Aussi Rühle, théoricien prolétaire du KAPD, pouvait-il proclamer : “ La révolution n'est pas une affaire de parti.<sup>22</sup> ” Lénine, dans *La Maladie infantile*, caricature honteusement cette vue profonde et, selon les poncifs de sa dialectique retorse, fit dire aux théoriciens du KAPD ce qu'ils ne disaient pas afin de les “ réfuter ” et diluer leur critique dans un nuage de paroles vides. Le passage tout entier où il en traite est un acte de foi pur et simple<sup>23</sup> en son parti centralisé et ne mérite même pas un examen<sup>24</sup> . Ce que disaient alors les militants du

---

<sup>20</sup> “ L'État n'est plus que l'organisation de la force en vue du maintien des conditions actuelles de la propriété et du pouvoir social ”, écrivait déjà Bebel (*La Femme et le socialisme*, Paris, 1891, p. 250) et qui ajoutait : “ Avec le gouvernement aura disparu tout ce qui le représente, l'appareil politique tout entier. ” La disparition du gouvernement, c'est le socialisme ! Toute la conception social-démocrate est là en œuvre !

<sup>21</sup> Eugen Varga, *L'Économie de la période de déclin du capitalisme après la stabilisation*, p. 122 et 123 et discussion dans les pages suivantes. Je traduis la dernière phrase sur l'original allemand car la traduction citée en estropie curieusement le sens (cf. R. Hilferding, *Die Ausgabe der Sozialdemokratie in der Republik*, discours au congrès de Kiel, Berlin, 1927).

<sup>22</sup> *Die Revolution ist keine Parteisache !*, tract, Berlin 1920.

<sup>23</sup> Ce n'est pas par hasard que Zinoviev qualifia un jour *La Maladie infantile* d'évangile du prolétariat et de s'en réjouir. Nombre d'auteurs occidentaux préférèrent y sentir passer le souffle de Machiavel. On ne les disputera pas là-dessus, regrettant toutefois que le manuscrit de cette

KAPD – “ La classe ouvrière ne peut détruire l’État bourgeois sans anéantir la démocratie bourgeoise et elle ne peut anéantir la démocratie bourgeoise sans détruire les partis ” – est aujourd’hui une évidence : le prolétariat, pour se constituer en classe, devra en finir avec les partis de l’ancien mouvement ouvrier. Il lui faudra les briser par la violence avec cet État auquel ils se confondent.

La tendance générale du capitalisme a pu être décrite par Marx comme celle de la chute du taux de profit. Cette tendance presse le capitalisme d’élever sans cesse le taux de son accumulation, pour maintenir ou même consolider son taux de profit, et il ne peut y parvenir qu’en réduisant la part de la production destinée aux salaires.

Toutefois, et toujours dans le modèle du capitalisme classique de la concurrence, les partis ouvriers, privés de tout appui matériel dans la société civile, devront constituer leur propre appareil longtemps détaché de celui de l’État. Ils ne s’imposeront qu’après des luttes sévères et longues. Ils tendront à conserver par tous les moyens un certain degré d’unité au moins extérieure. Kautsky exprimait cette nécessité à sa manière lorsqu’il écrivait : “ Les partis bourgeois sont des partis de classe en ce que chacun d’eux représente principalement les intérêts d’une classe spécifique... Ils ne sont donc pas des partis de classe par rapport à leur composition. Ils représentent des couches, des classes ou des fractions de classe très variées et, donc aussi des ouvriers qui ne sont pas encore parvenus à l’indépendance politique. Les partis bourgeois sont donc moins exclusifs, moins unis et conséquents dans leur politique que les partis ouvriers.<sup>25</sup> ” Cependant, le parti ouvrier unit lui aussi des tendances très diverses. Non seulement il contient en son sein des couches différenciées au cours du procès social, mais surtout il maintient un équilibre entre des tendances qui partent d’une appréciation différente de la perspective historique et des tâches. Qu’une crise survienne, ou seulement les prodromes de la crise, et cette unité et conséquence, dont on se flattait, s’évanouiront.

## La social-démocratie, agent d’évolution du capitalisme

L’apport historique de la social-démocratie à la classe ouvrière est incontestable, en un certain sens. Plus que tout autre mouvement, elle contribua à lui donner une unité et un ensemble théorique hautement élaboré. “ La II<sup>e</sup> Internationale, dira Lénine, a rempli sa tâche utile, préparatoire, d’organisation des masses prolétariennes pendant une longue période de paix qui a été celle de l’esclavage capitaliste le plus cruel et du progrès capitaliste le plus rapide.<sup>26</sup> ” Lénine parlait ainsi parce qu’il se posait en héritier de la social-démocratie classique : à la II<sup>e</sup> Internationale devait tôt ou tard succéder un nouveau mouvement qui donnerait son vrai sens au passé, un peu comme chez Marx où la révolution prolétarienne devait accomplir ce que la révolution bourgeoise n’avait fait que promettre. Mais c’est dans un tout autre sens que la social-démocratie contribua au progrès de la société et à l’unification de la classe.

Parachevant dans la pratique la doctrine du *Manifeste*, la social-démocratie précipita le rythme d’évolution du capitalisme en le contraignant au progrès technique. Le parti allemand remplit un rôle de premier plan, par sa pression politique, dans la construction de l’appareil productif et sur son rythme accéléré. Rien, en effet, contrairement aux développements en Angleterre ou aux États-Unis, ne laissait prévoir une évolution aussi rapide en Allemagne.

Le capitalisme, pour maintenir son taux de profit, condition nécessaire d’une accélération de son accumulation du capital, et par là même de sa survie, dispose de diverses méthodes générales et conjuguées dans la pratique. Il sera peut-être utile de les noter ici, bien qu’en dehors de la discussion :

- a) l’élévation du taux de profit par la pénétration du capital dans des sphères extra-capitalistes, pénétration qui établit, à l’échelle mondiale une péréquation des différents taux de profit à un niveau plus élevé qu’auparavant ;
- b) la dévaluation des valeurs déjà produites au cours du cycle précédent par des crises économiques, leur destruction par des guerres, ou leur stérilisation comme valeurs marchandes (instruments de guerre) qui permet un “ assainissement ” du marché et un nouveau départ à l’accumulation ;
- c) l’élimination des couches parasitaires (propriétés foncières, artisanat, commerce, etc.) ;

---

brochure n’ait pas été placée entre les mains momifiées de son auteur. Le spectacle y aurait gagné en édification.

<sup>24</sup> *La Maladie infantile du communisme*, éditions du Parti communiste français, 1945, p. 23-24. On remarquera que cette édition, la première brochure de Lénine à être réimprimée en France après la dernière guerre, mêle le nom d’Otto Rühle à celui des théoriciens du national-bolchevisme (p. 20, note 1). Il n’est pas de petites falsifications !

<sup>25</sup> *Die materialistische Geschichtsauffassung*, Berlin, 1927, II, p. 520.

<sup>26</sup> *Sozialdemokrat*, 1/11/14.

d) la modernisation de la technique, soit par la concurrence entre les capitalistes, soit par la pression qu'exercent les salariés<sup>27</sup>.

La lutte, ouverte ou non, des ouvriers pour maintenir et, si possible, améliorer leurs salaires oblige les capitalistes à concentrer leur capital et à remplacer la force de travail humaine par le travail mécanique, lorsque ce dernier devient moins cher, par suite de l'expansion de la production d'une part et du maintien, même relatif, du niveau des salaires d'autre part. C'est sur ce dernier plan que l'action du parti social-démocrate fut la plus décisive : produit du capital, il le contraignit par sa pression à se développer. Les prolétaires social-démocrates ne furent pas les fossoyeurs de la société capitaliste, ils en furent les maçons. Ce qu'il importe de souligner n'est pas de savoir s'il pouvait en être autrement, si une politique différente était possible. À l'échelle historique, les suppositions, les si, sont un pur non-sens. Le parti social-démocrate ne fut pas autre chose qu'un parti de l'ancien mouvement ouvrier. Lorsque les ouvriers avancés essayèrent de dresser leurs nouvelles organisations, le parti mit tous les moyens en œuvre pour les briser. Vaincues, ces organisations disparurent. Elle n'avaient plus de sens dans la société capitaliste restaurée. La social-démocratie en avait un : comme par le passé, celui d'organiser et maîtriser les ouvriers dans les cadres de la société existante.

## Une idéologie mystificatrice...

Mais les partis de l'ancien mouvement ouvrier ne firent pas que participer à l'expansion du capital, abordant le marché capitaliste du point de vue prolétarien. Sous cet angle, leur rôle fut, dans l'ensemble, nécessaire et progressif. La théorie des transitions et des paliers, déjà très nette chez Marx-Engels, devint un instrument de mystification du prolétariat. Le prolétariat fut décrété incapable de gérer la production, son niveau culturel était arriéré, il était divisé en couches rivales, etc. Un parti lui était nécessaire qui le représenterait sur le marché, et dont le premier soin, par conséquent, fut et demeure le maintien de ce marché capitaliste et des rapports salariés de production qui le sous-tendent. La caractéristique de l'idéologie social-démocrate classique ou radicale est qu'elle fixait les tâches du prolétariat en dehors du prolétariat et comme son délégué – en dehors du prolétariat et en fonction de la situation immédiate du capitalisme. De 1848 à 1905 – pour donner des dates, et très approximativement – la révolution industrielle, dans son essor euphorique, put contenir et satisfaire les revendications des prolétaires, au moins dans une certaine mesure. Les théoriciens "austro-marxistes" aboutirent à cette conclusion que, dans l'ensemble, la capacité d'expansion du capitalisme laissait à son tour entrevoir une solution relativement pacifique à ses crises politiques.

En dirigeant la lutte des masses et en élevant leur niveau culturel, surtout par les luttes, en gagnant à son programme de larges couches de petits-bourgeois et de paysans, le parti ouvrier peut, sans sortir de la légalité bourgeoise, conquérir la majorité au gouvernement et parvenir ainsi à instaurer progressivement un ordre socialiste. L'austro-marxisme ne conteste pas la nécessité de la violence pour renverser définitivement la bourgeoisie, mais, dans cette éventualité, il faut que la plus grande partie de la population marche avec le parti ouvrier, il faut que les masses acceptent aujourd'hui de consentir des sacrifices pour être assurées d'appuis à l'heure solennelle de la "lutte finale". C'était la théorie d'un groupe de parlementaires, de professeurs et de publicistes, cultivés et honnêtes, concevant un développement illimité du capitalisme, interrompu par des crises violentes. La nécessité de surmonter ces crises conduirait les capitalistes eux-mêmes à rechercher les solutions socialistes : il n'était que de procéder par étapes. De toute façon, "le socialisme est devenu une nécessité historique, il doit venir de toutes manières ; la seule question est de savoir par quelle voie<sup>28</sup>". Celle que propose le parti ouvrier évitera celle des guerres, des destructions, de l'anarchie de la production qu'offre le capitalisme. Je reviendrai plus loin sur certains aspects de cette théorie social-démocrate. Pour l'instant, il suffira de constater que toute crise du capitalisme, loin d'en entamer la puissance, est au contraire une condition de son développement. Guerres et destructions s'accompagnent de bonds prodigieux dans la production universelle des valeurs, tandis qu'elles renforcent le pouvoir idéologique des politiciens de parti sur les masses.

## ... et sa critique naissante

---

<sup>27</sup> Voir à ce propos les explications détaillées, quoique par trop désincarnées, de Henrijk Grossmann : *Das Akkumulations und Zusammenbruchgesetz des kapitalistischen System*, Leipzig, 1929. Grossmann conclut à l'effondrement du système. Bourré d'idées et de mises au point excellentes, ce gros ouvrage manque cependant à persuader.

<sup>28</sup> Otto Bauer, *La Marche au socialisme*, Paris, 1919, p. 69.

Jusqu' alors les différents critiques demeuraient dans des généralités vagues, souvent dangereuses, ne renonçant au principe d' autorité que pour y revenir sous forme de menées conspiratrices (Bakounine) et qui, plus tard, ne parvenaient pas à se dégager du principe du parti (Luxemburg). En revanche, à partir de 1905, et surtout après la première grande vague révolutionnaire, les critiques vont se préciser et poser – parce que l' histoire les posait concrètement à l' ordre du jour – les questions du nouveau mouvement des conseils et du pouvoir ouvrier.

Ce qui, jusqu' alors, n' avait été que l' idéologie du radicalisme bourgeois, ramenant la lutte inconsciente des ouvriers pour l' abolition des rapports capitalistes de production à une lutte consciente de leur parti pour la conquête de l' État, devint l' idéologie des secteurs les plus avancés du capitalisme en Europe et, plus encore, dans les pays économiquement arriérés et politiquement dépendants.

La critique révolutionnaire des marxismes était “ ultra-gauche ” parce qu' au-delà des antagonismes internes de la société bourgeoise ; “ révisionniste-extrémiste ” parce qu' elle n' hésitait pas à rejeter le passé transformé en idéologie, en fonction du présent et de l' évolution des formes de la lutte révolutionnaire ; “ extrême-utopiste ” enfin parce qu' elle cherchait à définir les caractères généraux du socialisme.

C' est l' apparition de cette critique – ce en fonction de quoi elle apparaît : la formation d' une constitution révolutionnaire nouvelle de la classe – qui confère à la doctrine marxiste de la “ révolution permanente ”, de la “ société transitoire ”, du “ parti politique ouvrier ”, son caractère définitif d' idéologie mystificatrice. Jusqu' alors, en effet, la critique révolutionnaire ne disposait que d' intuitions générales. En un certain sens même, elle retardait sur l' évolution des forces productives (Owen, Proudhon, Bakounine) ou bien elle devenait un frein à une prise de conscience nouvelle (Marx). La *tendance* à la constitution du prolétariat en conseils de lutte, virtuellement gestionnaires, posait désormais la critique sous une forme *réelle* et par rapport au mouvement ouvrier réel, non tel qu' il est dans la société capitaliste, mais tel qu' il tend à se constituer par son action révolutionnaire, par rapport à la classe en soi et pour soi<sup>29</sup>.

La grande crise du capitalisme mondial, qui se poursuit de nos jours, devait pousser les partis politiques ouvriers dans une direction opposée. Les uns, fidèles aux anciens idéaux de la démocratie et de la liberté, ramenèrent par la violence la domination despotique du capital. Les autres, procédant à une “ restauration ” du concept de la dictature du prolétariat et du dépérissement de l' État, firent de l' État, soi-disant promis à dépérir, l' instrument d' une dictature féroce sur le prolétariat.

---

<sup>29</sup> Cf. : “ La domination du capital a créé à cette masse (des travailleurs) une situation commune, des intérêts communs. Ainsi cette classe est déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte... elle se constitue en classe pour elle-même. ” (K. Marx, *Misère de la philosophie*).